

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 15 janvier 2024

Faits saillants - Focus sur Davos

- Annonce par la Suisse d'un Sommet pour la paix en faveur de l'Ukraine
- Reprise des discussions en faveur d'une mise à jour de l'accord de libre-échange Suisse-Chine
- L'attractivité de la France mise en avant par le Président de la République
- Annonce d'un réseau mondial de l'IA

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 18/01	Var. vs 11/01
EUR/CHF	0,9408	+0,8 %
USD/CHF	0,8643	+0,3 %
SMI	11 185	-0,29 %
Taux 10a	0,883 %	+5 pb

Forum économique de Davos

L'édition 2024 du Forum économique mondial (WEF), qui a réuni un nombre records de participants (plus de 2800), s'est imposé comme un évènement très politique cette année avec la présence de nombreux représentants politiques de haut niveau, dont le Premier ministre chinois Li Qiang, le Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, le président ukrainien Volodymyr Zelensky ou encore le président israélien Isaac Herzog, et des discussions sur les guerres en cours, en particulier le conflit en Ukraine. La venue du Président de la République mercredi, une première depuis 2018, a été l'un des points d'orgue de la manifestation. Au plan sectoriel, l'édition a surtout été dominée par les échanges sur l'intelligence artificielle, avec une présence de nombreuses start-ups du secteur.

Visite officielle de V. Zelensky: La veille du Forum, le président ukrainien s'est rendu à Berne pour des entretiens avec la Présidente de la Confédération, Viola Amherd, et le Conseiller fédéral aux affaires étrangères, Ignazio Cassis. La Présidente suisse a annoncé l'organisation d'un grand sommet international pour la paix sur le sol suisse, dont la date n'a pas encore fixée. L'idée avait été finalisée la veille à l'occasion de la 4^{ème} session de pourparlers entre les conseillers à la sécurité nationale de plus de 80 pays, fondés sur la formule du plan en dix points du Président ukrainien pour mettre un terme à la guerre. La présidente de la Confédération a aussi annoncé la tenue en septembre d'une conférence internationale de haut niveau sur le déminage, sujet sur lequel la Suisse est très engagée. Lors du WEF, le Président ukrainien a appelé à renforcer le soutien militaire et financier à l'Ukraine.

Visite officielle de Li Qiang: La visite du Premier ministre chinois à Berne (puis Davos) était très attendue, il s'agissait de la rencontre la plus importante en Suisse depuis 2017 et la venue au WEF du Président Xi Jinping. Les parties chinoise et suisse ont convenu de relancer une série de dialogues restés en sommeil ces dernières années, y compris dans la coopération au développement et les droits de l'homme. Les discussions ont avant tout porté sur l'économie et la mise à jour et l'extension de l'accord de libre-échange de 2014. Une déclaration a été signée mais sans précision quant aux modalités (et calendrier) de négociations. Li Qiang a profité de sa présence au WEF pour promouvoir le multilatéralisme (tel que porté par la Chine), la coopération et la stabilité, sans faire mention néanmoins des tensions géopolitiques autour de Taiwan ou de son attitude à l'égard de la Russie.

Relations UE-Suisse: La Présidente de la Confédération et la Présidente de la Commission Européenne, Ursula von der Leyen, ont pu s'entretenir de l'état d'avancement des discussions depuis l'adoption d'un mandat de négociations. Malgré l'absence d'un calendrier fixe pour assurer la relance

formelle des négociations, elles ont convenu de l'intérêt de pouvoir conclure d'ici la fin de la mandature de l'actuelle Commission. Les consultations en Suisse devraient durer jusqu'à mi-février.

Attractivité : Le Président de la République est intervenu mercredi au Forum de Davos, une première depuis 2018, pour défendre l'attractivité de la France, pays le plus attractif en Europe depuis 4 ans selon le baromètre EY. Le Président a ainsi lancé l'« acte 2 de l'attractivité », en indiquant vouloir accueillir davantage d'investisseurs étrangers et renforcer l'attractivité financière. Le Président était accompagné de plusieurs présidents de région ainsi que de représentants de start-up françaises dont Mistral AI, Dust et Giskard (intelligence artificielle), Verkor (batteries électriques), ainsi que Pasqal et Qubit Pharmaceuticals (quantique). Des rencontres ont pu être organisées avec des grands groupes dans le cadre de « Je choisis la French Tech », programme destiné à dynamiser la commande publique et privée auprès des start-ups. Dans son discours en séance plénière, le Président a plaidé en faveur de l'émission au sein de l'Union européenne d'eurobonds, -sur le modèle de ce qui avait été réalisé face à la crise sanitaire- afin de financer les besoins de l'Europe en matière de défense et de dépenses d'avenir, en particulier dans les secteurs de l'IA et du verdissement de l'industrie.

Intelligence artificielle : Lors du WEF, l'EPFZ (l'École polytechnique fédérale de Zurich), l'EPFL (l'École polytechnique fédérale de Lausanne) et la Confédération ont annoncé la mise en place d'un réseau de collaboration mondial, avec une partie des GAFAM, ayant pour objectif de créer des systèmes d'intelligence artificielle (IA) plus sûrs en concentrant les efforts et les moyens. Plus précisément, au sein de ce « Pilot Gen AI Redteaming Network », des chercheurs de l'EPFZ et de l'EPFL travailleront avec une dizaine d'entreprises de l'IA, dont Microsoft, IBM, Google, Amazon, les Allemands d'Aleph Alpha, les Franco-Américains de Hugging Face, mais aussi Swisscom (qui a annoncé le 16 janvier la création d'une usine d'IA avec Nvidia), Roche, SAP et Zurich Insurance Group. Avec cette initiative, la Suisse entend se placer sur l'échiquier mondial de l'IA. En décembre dernier, l'EPFL et l'EPFZ avaient lancé le « Swiss AI », basée sur le nouveau supercalculateur « Alps », destiné à créer une IA transparente et fiable (cf. veille économique et financière du 4 au 8 décembre).

Autres - Secteurs non financiers

Données numériques : La Commission européenne a annoncé qu'elle reconnaissait les lois suisses sur la protection des données comme équivalentes et qu'elle les plaçait donc sur un pied d'égalité avec son règlement général sur la protection des données (RGPD), entré en vigueur en 2018. Une non-reconnaissance du niveau de protection des données aurait potentiellement eu des conséquences négatives importantes pour toutes les entreprises en Suisse stockant ou traitant des données provenant de l'UE. La décision de la Commission a été prise en bloc avec dix autres États, dont l'Argentine, le Canada ou la Nouvelle-Zélande. Dans le cas de la Suisse, la Commission Européenne a tenu compte de la loi révisée sur la protection des données, entrée en vigueur en 2023, qui précisément veillait à s'aligner au plus près du règlement RGPD.

Panneaux solaires : Le groupe suisse Meyer Burger, l'un des derniers fabricants de panneaux solaires en Europe, a fait savoir qu'il songeait à fermer son site allemand de production de modules solaires situé à Freiberg. Cette déclaration intervient alors que les fabricants de panneaux solaires chinois, dont les coûts de production ont chuté de 42 % l'an passé, continuent de casser les prix en Europe. Les Etats-Unis, qui ont fermé leur marché à ces produits à prix cassé, attirent de nombreuses nouvelles usines de panneaux, grâce à l'« Inflation Reduction Act ». Si l'UE devait se doter d'un plan protectionniste similaire, dans le cadre du « Net Zero Industry Act », les développeurs de projets solaires plaident, par l'intermédiaire de l'association SolarPower Europe, pour ne pas imposer de critères trop restrictifs, au risque de peser sur le rythme de la transition énergétique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

